

LES SYNTHÈSES DU LAB 2024



PUBLICS ET POLITIQUES DE L'ERRANCE, Analyse Internationale

**Master in Governing the Large
Metropolis GLM**

Pedro Baracat
Juan Esteban Martínez Pérez
Mica Hiot
Marie Sors

apur

SciencesPo
ÉCOLE URBAINE

PRÉFACE

L'Atelier Parisien d'Urbanisme (Apur) est une association à but non lucratif créée en 1967. Ses missions sont de documenter les évolutions urbaines et sociétales à l'échelle du Grand Paris et d'accompagner ses 29 partenaires dans la définition et la mise en œuvre de leurs politiques publiques.

Dans le prolongement de différents travaux menés depuis plusieurs années sur la précarité et la grande exclusion, un projet d'étude « Errance et marginalités dans le Grand Paris » est inscrit au programme de travail 2025 de l'Atelier. Celui-ci vise à apporter aux partenaires de l'Apur des éléments de connaissance sur les personnes sans domicile sur le temps long, territorialisés et actualisés, ainsi que des pistes de réflexion dans le champ des politiques sociales et urbaines.

Un comité de suivi partenarial accompagne la réalisation de l'étude (Métropole du Grand Paris, Ville de Paris, Département de Seine-Saint-Denis, AP-HP, Insee, RATP, Paris Habitat, DRIHL, EPT Grand Paris Grand Est, EP Paris La Défense, Société des Grands Projets, Samusocial de Paris, Fédération des acteurs de la solidarité). En complément, des échanges et entretiens sont menés auprès d'acteurs associatifs, des d'acteurs de l'aménagement, et d'universitaires spécialistes de ces sujets.

Afin d'alimenter les réflexions et de décentrer l'analyse hors du cas du Grand Paris, l'Apur a souhaité confier aux étudiants de l'Ecole urbaine la réalisation d'un travail qualitatif sur les enjeux et sur les politiques liées à l'errance dans un panel de métropoles à l'international. L'un des objectifs est d'interroger la façon dont ces publics et les dispositifs qui leur sont destinés sont intégrés, ou non, à la fabrique urbaine et aux politiques d'aménagement.

Ce travail sera restitué aux partenaires du projet et nourrira les pistes de réflexion formulées dans la dernière partie de l'étude.

LE PARTENAIRE



L'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), créé en 1967, est un organisme au service des politiques publiques d'aménagement à Paris et dans la Métropole du Grand Paris. Dirigé depuis 2022 par Alexandre Labasse, il a pour mission de produire des analyses urbaines et sociétales, d'éclairer les décisions publiques, et de servir de plateforme d'échange entre acteurs métropolitains. Chaque année, un programme de travail définit ses études et actions. L'Apur peut également répondre à des appels d'offres en France ou à l'international.

MÉTHODOLOGIE

La démarche méthodologique adoptée pour notre capstone avec l'APUR s'appuie sur une approche qualitative, mobilisant plusieurs types de sources et de techniques d'enquête. Dans un premier temps, un état des lieux préliminaire a été réalisé à partir de la situation à Paris, permettant de dégager des problématiques transversales liées à l'errance urbaine, à la grande exclusion et aux formes de marginalisation. Cette phase exploratoire s'est appuyée sur une revue de littérature comprenant à la fois des travaux académiques (articles scientifiques, essais sociologiques et géographiques) et de la littérature grise (rapports institutionnels, publications associatives, données statistiques et articles de presse). Cela nous a permis de construire un socle d'analyse commun et d'orienter les investigations dans les différentes villes étudiées.

Afin d'assurer une cohérence analytique dans notre étude, nous avons élaboré, en collaboration avec le partenaire, un socle d'analyse commun structuré en quatre axes. Le premier concerne les terminologies et catégories administratives employées dans chaque ville, qui révèlent des distinctions fondamentales entre populations sans-abri et sans domicile, influençant ainsi les dispositifs mis en place. Le deuxième s'intéresse aux cadres politiques et sociaux qui conditionnent les réponses institutionnelles : si certains modèles privilégient une approche plus générale, d'autres développent des dispositifs ciblés selon des critères de vulnérabilité spécifiques. Le troisième axe porte sur les outils de recensement et de quantification des populations sans domicile, ces derniers jouant un rôle clé dans l'élaboration des politiques publiques et la reconnaissance des besoins . Enfin, le quatrième analyse les formes de marginalisation spatiale et l'accès aux infrastructures urbaines, en mettant en lumière la manière dont l'espace public devient un lieu de contrôle, de dispersion ou, au contraire, d'assistance pour ces populations.

Enfin, pour chacun des cas d'études, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'une diversité d'acteurs : chercheurs spécialisés, responsables institutionnels et municipaux, personnels d'associations engagées dans l'action sociale, mais également acteurs de terrain au contact direct des personnes sans-domicile. Ces échanges ont permis de croiser les points de vue, de contextualiser les politiques locales et d'identifier les dynamiques spécifiques à chaque territoire.

LES TERRAINS ÉTUDIÉS.

La présence des populations sans domicile et leur marginalisation sont des réalités majeures des grandes métropoles. Ainsi nos études de cas se sont basées sur ces 8 métropoles: Bruxelles, Rome, Londres, Helsinki, São Paulo, San Francisco, Bogotá et New York. Ils ne se limitent pas à une description du sans-abrisme, mais permettent d'analyser la manière dont les politiques publiques de lutte contre ce phénomène s'articulent avec les dynamiques de production urbaine. En explorant les liens entre action sociale, planification urbaine et gouvernance locale, ce travail met en lumière les tensions qui existent entre la gestion de la marginalité et les stratégies de développement urbain.

Le voyage de terrain à Helsinki a permis d'observer concrètement la mise en œuvre du programme Housing First, une approche innovante et pionnière dans la lutte contre le sans-abrisme. Ce voyage d'étude à Helsinki, du 19 au 22 mai 2025, visait à approfondir la compréhension des dispositifs d'accompagnement des personnes sans-abri, en allant au-delà de l'approche théorique. Quatre unités Housing First (Silva, Salvation Army, TUPA, Blue Ribbon Foundation) ont été visitées, mettant en lumière l'importance d'un accompagnement personnalisé et d'un accès inconditionnel au logement. Trois centres de jour et/ou de nuit (Illusia, Vepa, Nuoli) ont également été explorés, révélant leur rôle essentiel dans l'accueil, le soutien quotidien et la socialisation des publics en grande précarité. Une rencontre avec la Y-Foundation a permis de replacer ces dispositifs dans le cadre d'une stratégie nationale ambitieuse de lutte contre le sans-abrisme. Les échanges avec professionnels et bénéficiaires ont été guidés par des grilles d'entretien visant à recueillir des données qualitatives sur les pratiques, les parcours de vie, et les difficultés rencontrées.

ENJEUX.

Ce projet s'inscrit dans les travaux menés par l'Apur sur l'accès au logement, à l'hébergement et sur la grande exclusion. Plus particulièrement, il fait partie du travail d'étude « Errance et marginalités dans le Grand Paris », qui propose d'élargir la compréhension des formes d'exclusion à travers le concept d'errance. Celui-ci permet de penser les situations de personnes qui, sans nécessairement être sans-abri, vivent dans une grande instabilité sociale, économique ou administrative, et sont de ce fait maintenues à distance des dispositifs classiques de prise en charge.

La méthodologie adoptée repose sur une analyse descriptive de huit villes, à partir de documents officiels, d'études académiques et d'entretiens avec des experts. L'objectif était d'établir un cadre commun de comparaison pour mieux comprendre comment chaque ville répond aux formes extrêmes d'exclusion. Ce travail vise à identifier des éléments utiles pour réfléchir, dans le contexte parisien, à des approches plus adaptées aux réalités complexes des parcours de marginalisation.



Silta Housing Unit, Helsinki, (photo issu du voyage de terrain, Mai, 2025)

Une partie importante du travail a consisté à interroger la notion d'« errance », souvent abordée dans la littérature comme le fruit d'un choix individuel, parfois héroïque, de déracinement et de rupture avec les attaches matérielles. Il nous a semblé essentiel de la relier aux mécanismes structurels de marginalisation, et de la replacer dans un champ concret : celui de l'accès aux services vitaux que les villes proposent à leurs citoyens. Cette phase d'ajustement conceptuel et de cadrage du sujet a été longue, mais nécessaire pour développer une méthodologie d'analyse efficace. Par la suite, des contraintes logistiques ont allongé le processus : identifier des interlocuteurs dans chaque ville, obtenir des entretiens,

accéder à des documents parfois difficilement disponibles, et organiser le terrain dans une ville étrangère ont exigé du temps et de la coordination. Ces efforts ont permis de constituer une base comparative rigoureuse et utile à l'analyse.

Ce travail nous a offert une opportunité rare : celle de confronter des problématiques complexes à des réponses concrètes, en dialoguant avec des acteurs de terrain et en analysant des politiques publiques dans des contextes urbains variés. Nous avons particulièrement apprécié la possibilité de travailler en équipe pluridisciplinaire, d'expérimenter une méthode comparative rigoureuse, et de bénéficier d'un encadrement intellectuel exigeant. Le terrain nous a permis de relier des données et des récits, de mieux comprendre la réalité vécue des personnes en situation d'exclusion, et de dépasser une approche purement théorique. C'est cette articulation entre analyse, action, et réflexion collective qui a donné tout son sens à notre engagement.



Pinto, K. sur l'œuvre de Vertigo Graffiti (2020). 'El beso de los invisibles', el mural que nos hizo repensar Bogotá. <https://www.radionacional.co/cultura/el-beso-de-los-invisibles-el-mural-en-bogota>

Cette recherche incarne pleinement l'esprit de l'École urbaine de Sciences Po, qui vise à former une nouvelle génération de professionnels capables de penser et de gouverner les villes en transition. À travers une démarche interdisciplinaire, internationale et comparative, nous avons mis en œuvre les compétences que l'École promeut : diagnostic des enjeux urbains, co-construction de savoirs utiles, capacité d'innovation et compréhension fine des territoires. En travaillant sur des questions sociales profondes, comme l'errance et la marginalité, nous avons aussi participé à un débat fondamental : comment rendre la ville plus juste, inclusive et durable face aux défis du XXI^e siècle

PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'errance, la marginalité et le droit à la ville.

Un premier résultat de cette étude met en évidence que le droit à la ville, tel que formulé par Henri Lefebvre, reste largement fragmenté pour les populations sans domicile. L'accès au logement, aux infrastructures essentielles et à une reconnaissance sociale et administrative cohérente est loin d'être garanti de manière uniforme. L'errance apparaît ainsi comme un indicateur structurel de cette fragmentation, révélatrice des tensions entre politiques urbaines, logiques économiques et dynamiques spatiales. Par ailleurs, l'étude montre la forte hétérogénéité des profils de personnes sans-abri, soulignant l'importance de mieux qualifier ces publics pour formuler des réponses adaptées. Pour appréhender cette complexité, un cadre d'analyse commun a été élaboré, structuré autour de quatre dimensions : les définitions administratives en vigueur, les orientations politiques adoptées, les méthodes de recensement utilisées, et les formes de marginalisation spatiale liées à l'accès ou au contrôle de l'espace public.

Le dénombrement : un outil de visibilité des invisibles.

Les campagnes de dénombrement menées dans la plupart des métropoles répondent à une volonté croissante de mieux comprendre et rendre visible la réalité du sans-abrisme, en s'appuyant notamment sur la typologie ETHOS Light. Celle-ci permet une harmonisation des catégories de sans-abrisme et mal-logement, incluant non seulement les personnes à la rue, mais aussi celles hébergées chez des tiers ou dans des foyers d'urgence, souvent invisibilisées dans les statistiques traditionnelles. Ces opérations de comptage, réalisées régulièrement, cherchent à restituer une photographie aussi fidèle que possible d'un phénomène en constante évolution. Toutefois, le dénombrement reste une tâche complexe: la mobilité constante des personnes sans abri rend difficile une évaluation fidèle et durable de leur nombre, certaines étant à la rue un soir, puis hébergées temporairement le lendemain. Cette mobilité constitue un obstacle méthodologique, bien que les chiffres obtenus offrent un ordre de grandeur indispensable à la planification des politiques publiques.



L'équipe de maraude de San Francisco (Homeless Outreach Team) intervient en première ligne face à la crise du logement urbain.

<https://apnews.com/video/san-francisco-homelessness-national-9adba1dda22b42cbbdf0d5a595754467>

Les réponses: fragmentation de la gouvernance dans la lutte contre le sans-abrisme.

Dans de nombreuses métropoles, on observe une dualité marquée entre les politiques d'inclusion et les logiques de maintien de l'ordre dans les espaces urbains. La transformation des centres-villes, impulsée par la sécurisation, le tourisme et la marchandisation, s'accompagne souvent de dispositifs d'aménagement destinés à limiter la présence durable des personnes sans domicile: Dans une ville comme San Francisco, cela se traduit en une présence policière excessive et une forte influence des commerces qui visent dégager ces populations de régions centrales. Ces choix architecturaux, souvent invisibilisés dans les politiques locales, participent à une exclusion spatiale normalisée, qui rend la rue inhabitable sans pour autant proposer d'alternatives viables. Ils traduisent une conception de la ville fondée sur la visibilité, l'ordre et la circulation fluide, au détriment des usages improductifs ou non normés de l'espace. Comme le montrent les travaux de Petty (2016), ces micro-politiques de l'espace incarnent une gestion morale et esthétique de la pauvreté, où l'urbanisme devient un outil de contrôle social silencieux. Face à cette dynamique, certaines villes tentent de repenser l'espace public comme un droit d'usage partagé, en intégrant des principes de non-exclusion dans leur design urbain ou en développant des lieux de repos non conditionnels, mais ces initiatives demeurent marginales au regard de la norme sécuritaire dominante. Toutefois des villes comme São Paulo ont déjà interdit l'utilisation de mobilier urbain anti sans-abris depuis 2022.

Ensuite, les politiques de lutte contre le sans-abrisme sont souvent marquées par une forte fragmentation institutionnelle, un manque de coordination entre les acteurs et des dispositifs d'accueil rigides et inadaptés aux profils variés des personnes concernées. Cette désarticulation compromet la continuité de la prise en charge, limite l'accès au logement durable et tend à invisibiliser les dimensions urbaines et foncières du problème. Il existe des efforts comme celui observé en San Francisco (et toute la Californie) qui visent réduire l'isolement des stratégies de logement et soin à travers le programme CalAIM. De plus, dans

certains cas les réponses apportées restent souvent répressives et de court terme, influencées par des logiques électoralistes et des pressions sociales ou économiques, ce qui entrave toute stratégie structurelle et de long terme, comme le cas de São Paulo où les forces policières finissent par compliquer la tâche des professionnels de l'assistance sociale.

D'autres part, cette étude a soulevé la fragmentation des réponses institutionnelles face à l'errance. Dans plusieurs grandes métropoles notamment, la multiplicité des échelons décisionnels (municipalités, régions, État, agences sanitaires) et la délégation croissante aux associations ou prestataires privés contribuent à une gouvernance éclatée, où les politiques d'aide d'urgence se substituent à des stratégies de long terme. Cette fragmentation produit des inégalités territoriales d'accès aux services, une invisibilisation des publics précaires dans les quartiers centraux, et des logiques de gestion au coup par coup. La littérature sur les villes du Sud de l'Europe, notamment sur Rome, met en lumière la place centrale des acteurs associatifs dans la gestion quotidienne de l'errance, mais aussi les limites de leur action en l'absence de coordination ou de reconnaissance institutionnelle. Le manque de politiques intégrées, mêlant logement, santé, accompagnement social et accès aux droits, reste une constante dans les villes où l'errance est abordée avant tout comme une problématique humanitaire et/ou sécuritaire.

Cependant, des espaces d'innovation portés par la société civile ouvrent des perspectives plus inclusives. À travers l'autogestion de l'habitat ou l'accompagnement communautaire, des villes comme São Paulo démontrent la capacité à créer des solutions plus participatives, comme c'est le cas des rénovations de squats avec des fonds publics. Ces pratiques montrent l'importance de reconnaître les savoirs issus du terrain, de mieux intégrer la santé mentale et les problèmes de dépendances dans les dispositifs sociaux, et de penser l'habitat non comme une réponse unique, mais comme un levier parmi d'autres pour renforcer l'autonomie des personnes en situation de rue.



La mairie commence le démantèlement des tentes dans les rues de São Paulo (2023).

<https://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2023/04/prefeitura-de-sp-inicia-remocao-de-barracas-de-pessoas-em-situacao-de-rua.shtml>

Alternatives aux politiques traditionnelles : le modèle Housing First.

Des approches plus humaines ont été observées dans d'autres villes, des solutions qui reposent sur la reconnaissance des droits et l'adaptation aux parcours de vie des personnes sans-abri, incluant des solutions standardisées de logement. La coopération interinstitutionnelle autour de tables thématiques intersectorielles (santé, éducation, logement) qui réunissent différents acteurs municipaux afin de garantir une prise en charge globale – santé, insertion sociale, sécurité, accompagnement économique. Tout en privilégiant l'écoute et la flexibilité, en tenant compte des modes de vie et des réalités urbaines locales.

En effet, le programme Housing First représente un véritable tournant dans la lutte contre le sans-abrisme. Inspiré par une logique de réinsertion durable, il repose sur l'accès inconditionnel au logement, considéré comme un droit fondamental, au même titre que l'accès aux soins. Son application varie selon les contextes urbains, certains territoires rencontrant davantage de difficultés à le déployer, en fonction de l'offre foncière ou des dynamiques politiques locales. Néanmoins, ce modèle a démontré son efficacité, notamment en redonnant une dignité aux personnes concernées, tout en favorisant leur inclusion au sein du tissu urbain. Les structures Housing First sont pensées pour s'insérer pleinement dans la ville : qu'elles soient situées en centre-ville ou en périphérie, elles sont systématiquement connectées aux transports en commun et aux services de proximité, afin de garantir une véritable continuité de vie sociale et citoyenne

Concernant le voyage de terrain à Helsinki, il s'est révélé particulièrement enrichissant sur le plan humain et professionnel. Il nous a permis de confronter les discours institutionnels à la réalité du terrain, en visitant les unités Housing First et en échangeant avec les acteurs engagés dans l'accompagnement des personnes sans abri. Contrairement à l'image parfois idéalisée véhiculée par certains médias, toutes les unités visitées n'offrent pas des conditions de vie optimales : certains logements étaient en mauvais état, et le quotidien dans ces structures peut être marqué par des tensions importantes.

Nous avons notamment été interpellés par le témoignage de Petra, travailleuse sociale au sein de l'unité gérée par le Salvation Army, qui nous a rapporté un conflit ayant dégénéré en altercation au couteau entre deux locataires. Ces épisodes soulignent la complexité de la cohabitation dans des contextes où les personnes hébergées ne sont pas contraintes d'arrêter leur consommation de substances. Cette liberté, qui constitue un des piliers du modèle Housing First, a suscité en nous une série de questionnements : fournir un logement sans condition de sobriété est-il véritablement utile si les problématiques d'addiction persistent, voire s'exacerbent ?

À l'issue de notre immersion, notre réflexion a toutefois convergé vers une reconnaissance des effets profondément positifs de ce modèle. Le programme Housing First permet avant tout de restituer une dignité fondamentale à des personnes longtemps exclues du système. En offrant un toit sans contrepartie immédiate, il pose les bases d'une stabilisation possible, et reconnaît le droit inaliénable au logement. Ce droit devrait être garanti et appliqué bien au-delà de la Finlande, dans tous les pays confrontés à la problématique du sans-abrisme.

Dans ce paysage parfois instable, la société civile joue un rôle fondamental. Associations, collectifs d'habitants, mouvements d'occupation ou dispositifs communautaires expérimentent des formes alternatives d'accueil, de soin, de logement ou d'accompagnement. Ces initiatives comblent souvent les vides laissés par les institutions, apportent de la flexibilité, une meilleure connaissance du terrain, et renforcent la participation des personnes concernées. Leur reconnaissance, leur soutien structurel et leur intégration dans les dispositifs publics apparaissent comme des leviers majeurs pour transformer les politiques existantes.

Cependant, cette stratégie rencontre plusieurs défis structurels. D'une part, il est nécessaire de mieux comprendre les trajectoires individuelles, notamment la manière dont la rupture des liens sociaux, souvent liés à des conflits familiaux ou à l'usage de substances psychoactives, précède ou accompagne la perte du logement. D'autre part, l'un des grands enjeux reste l'articulation entre les politiques institutionnelles et les dynamiques d'habitat informel, omniprésentes. L'inclusion des populations les plus marginalisées exige des mécanismes de coordination souples, capables de répondre à la diversité des formes d'exclusion et de renforcer la cohésion entre interventions publiques et initiatives communautaires.

Des espaces d'innovation portés par la société civile ouvrent des perspectives plus inclusives. À travers l'autogestion de l'habitat ou l'accompagnement communautaire, ces initiatives démontrent la capacité à créer des solutions plus souples, ancrées dans les besoins réels des populations. Ces pratiques montrent l'importance de reconnaître les savoirs issus du terrain, de mieux intégrer la santé mentale et les dépendances dans les dispositifs sociaux, et de penser l'habitat non comme une réponse unique, mais comme un levier parmi d'autres pour renforcer l'autonomie des personnes en situation de rue.

En définitive, notre analyse montre que les réponses les plus efficaces au sans-abrisme sont celles qui parviennent à articuler inclusion sociale, politiques du logement, accès aux soins et participation citoyenne. Il ne suffit pas d'empiler les dispositifs : encore faut-il qu'ils communiquent, qu'ils soient pensés ensemble, et qu'ils s'inscrivent dans une logique de droits. Sortir du court-termisme, dépasser la gestion de crise, lutter contre la criminalisation, et investir dans le logement pérenne sont les axes structurants d'un changement de paradigme indispensable pour faire face durablement à l'exclusion résidentielle dans les grandes villes contemporaines.



Villas Reencontro à São Paulo, un projet inspiré du Housing First.

<https://expresso.estadao.com.br/sao-paulo/2023/12/21/quarta-vila-reencontro-amplia-oferta-de-moradia-popular/>

ENSEIGNEMENTS

Ce travail met en lumière la manière dont la fabrique urbaine contemporaine participe activement à la production et à la gestion des situations de grande exclusion. En croisant des matériaux issus de l'enquête de terrain, des entretiens avec des acteurs institutionnels, associatifs et municipaux, et des données quantitatives, ce projet montre que l'errance n'est pas uniquement le produit de défaillances sociales, mais aussi celui de logiques urbaines – politiques de planification, régulation des usages de l'espace public, invisibilisation des indésirables – qui tendent à fragmenter l'accès aux droits et à l'espace.

Un des enseignements majeurs concerne la nécessité de désenclaver les politiques sociales de l'urgence pour les inscrire dans une véritable approche urbaine transversale. Comme le souligne Julien Damon (*La question SDF*, 2012), les politiques liées aux populations marginalisées ont souvent été cantonnées à une réponse humanitaire ou caritative, alors même qu'elles devraient être considérées comme une composante à part entière des politiques d'habitat, d'aménagement et de transition. Ce projet appelle à une recomposition des pratiques professionnelles qui intègre les populations marginalisées dans la planification urbaine, non pas comme des exceptions à gérer, mais comme des usagers à part entière de la ville.

D'un point de vue professionnalisant, ce capstone a constitué une expérience immersive et transdisciplinaire dans la complexité des enjeux urbains contemporains.

En somme, ce projet invite à repenser la ville à partir de ses marges, et à considérer l'errance non pas comme un échec du système urbain, mais comme un révélateur de ses limites – et donc un point de départ stratégique pour construire des villes plus justes, plus hospitalières, et réellement inclusives.

POUR EN SAVOIR PLUS

Atelier parisien d'urbanisme (Apur). (2024). *3e édition de la Nuit de la Solidarité métropolitaine du Grand Paris : Nuit du 25 au 26 janvier 2024*. <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/3e-edition-nuit-solidarite-metropolitaine-grand-paris-nuit-25-26-janvier-2024>

Tainio, H., & Fredriksson, P. (2017). *A home of your own: Housing First and ending homelessness in Finland*. Y-Foundation. https://www.feantsaresearch.org/download/a_home_of_your_own_lowres_spreads6069661816957790483.pdf

Petty, J. (2016). *The London Spikes Controversy: Homelessness, Urban Securitisation and the Question of 'Hostile Architecture'*. *International Journal for Crime, Justice and Social Democracy*, 5(1), 67–81. <https://www.crimejusticejournal.com/article/view/792>

Bois, C., & Milagres, L. (2021). Ação direta, luta institucional, construção democrática: aprendendo com os movimentos de sem-teto. *Cadernos Métopole*. 23(51). p.697-716. <https://www.scielo.br/j/cm/a/vCHjBG5q9dBPRtK56N9JGJK/?format=pdf&lang=pt>

Wilkins, C., Kalra, A., Smith, A., Olsen, P., Barakat, M., Kim, M., Kushel, M., & Reid, C. (2024). *Understanding CalAIM implementation across California*. UCSF Benioff Homelessness and Housing Initiative & Turner Center for Housing Innovation. <https://turnercenter.berkeley.edu/wp-content/uploads/2024/02/CalAIM-Brief-February-2024.pdf>

